

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

hebdomadaire

N° 251 JEUDI 12 JANVIER 1978 3 F



Editorial

M ALGRÉ un accueil que la presse a qualifié de triomphal, l'étape indienne du périple autour du monde du président Carter ne s'est cependant pas soldée par un franc succès pour le chef de l'exécutif américain, car le premier ministre indien, Desai, s'est montré «intraitable sur le dossier nucléaire». L'éloge fait par Carter du gouvernement de New-Delhi, qui «prouve que la démocratie n'est pas un jouet pour l'homme riche» ne doit pas faire oublier que Desai a refusé de donner aux Etats-Unis des garanties sur l'utilisation de l'uranium américain, employé près de Bombay, dans une des centrales nucléaires de l'Inde. Ce non à un contrôle américain de leurs installations nucléaires par les gouvernants indiens a beaucoup irrité Jimmy Carter, mais ne l'a tout de même pas conduit à annuler ou à retarder la prochaine livraison de 7,6 tonnes d'uranium à l'Inde. Pour le commis voyageur du capitalisme yankee, commerce d'abord!

Depuis le 18 mai 1974, l'Inde est la 6^e puissance nucléaire après les USA, l'URSS, la Grande-Bretagne, la France et la Chine populaire. Ce jour là, une charge de 10 kg de plutonium explosait dans le désert du Rajasthan.

Bien que Desai ait, depuis sa venue au pouvoir, il y a dix mois, réaffirmé à plusieurs reprises que son pays ne procéderait plus à aucune explosion, et n'utiliserait l'énergie nucléaire qu'à des fins «pacifiques», il n'est pas pour autant pressé d'approuver le traité de non-prolifération nucléaire, ce qui agace les américains.

De cette mini-querelle sur les principes entre deux hommes d'Etat, on peut déduire que les USA n'ont nullement renoncé à leur rôle de leader du «monde libre», et qu'ils continuent à se comporter en véritables «gendarmes internationaux», intervenant autant qu'ils le peuvent pour orienter au mieux de leurs intérêts «nationaux», la politique étrangère et de «défense armée», non seulement de leurs alliés au sein de l'OTAN ou de l'OTASE, mais également des Etats «non-alignés» du tiers-monde.

Les solennelles déclarations sur le respect des droits de l'homme - nouveau dada du locataire de la Maison Blanche - ne changent rien à la réalité des choses, et quand Carter affirme que l'un des dictateurs les plus féroces qui soient (le Shah d'Iran) partage ses vues sur cette question, on ne peut que lui rétorquer qu'il se moque du monde, et que son humanisme démagogique ne dépasse pas certaines limites que la raison d'Etat lui dicte impérieusement.

Quant aux dirigeants indiens, comme ceux de la majorité des pays en voie de développement, ils sont toujours prêts à céder à toutes les compromissions avec les impérialismes des pays industrialisés, sous le prétexte d'accélérer le «progrès économique et social» de leur Etat, mais en fait pour développer leur industrie d'armement et leur programme nucléaire civil et militaire. Pour satisfaire ces ambitions, ils doivent, naturellement, sacrifier les besoins les plus élémentaires et indispensables de leur peuple: le droit à la vie, au travail, au logement, etc., ne sont pas, M. Carter, le souci principal de vos gouvernements, mais les peuples n'ont peut-être pas choisi la soumission et le fatalisme, ils n'accepteront pas indéfiniment qu'une minorité de rapaces se partagent le gâteau en les condamnant à crever de faim, de misère et d'exploitation. La liberté, vous la tenez en laisse, vous essayez de l'adapter à vos rêves de pouvoir et de suprématie, mais prenez garde: le jour n'est sans doute plus éloigné où elle brisera ses chaînes, et ouvrira les portes des prisons de l'Occident et des camps de l'Est à l'espérance d'un monde nouveau.

A la petite semaine

« CHIQUÉ ! »

Ce n'est, paraît-il, qu'avec 75% des voix que le général Pinochet vient de triompher au Chili.

Bien sûr, à l'annonce du résultat, comme les autres, nous avons souri. Et comme eux aujourd'hui nous disons bien haut qu'il y a triche, fraude et falsification.

Où a-t-on pris en effet qu'un pays soumis à la plus féroce des dictatures produise 25% de mécontents? Quand ils ont lieu, n'est-ce pas, en moyenne, avec 99,74% de voix aux référendums que triomphe le communisme dans les pays de l'Est ou l'Empire en Centrafrique?

Certes, dans ces périodes de profond mécontentement populaire que traversent aussi ces régimes, ce chiffre peut descendre à 99,62! Mais 75%? Pour qui nous prend-on?

Ce résultat pourrait à la rigueur s'expliquer si, comme leurs compatriotes, les Chiliens de l'Etranger avaient pu s'exprimer. Ce sont tous des opposants au régime ayant fui la torture et les exécutions. Mais il n'y a qu'en France que cette opération est facilitée. D'ailleurs, la presse ne parle que de cela en ce moment.

Alors, écœurés, comme des supporters de Paris St-Germain à qui on aurait vendu des doubles de billets, nous crions: «Chiqué!»

FLORÉAL

RUSSES ET CHINOIS... GO HOME ! PAIX AU VIETNAM CAMARADES !



Un an s'est écoulé depuis la fin du conflit qui ravagea l'Indochine et les impérialismes russe et chinois, qui ont pris la relève des impérialismes français et américains dans cette région, s'affrontent à leur tour par Cambodgiens et Vietnamiens interposés! C'est la seconde manche d'une lutte sans merci qui débuta il y a quelques années sur les rives du fleuve Amour dans le nord de la Mandchourie, et qui se poursuit aujourd'hui sur celles du Mékong!

Une guerre comme les autres guerres de notre époque, dominée par la menace atomique que personne ne prend la responsabilité de déclencher. Des guerres que les grands puissances conduisent par l'intermédiaire de petites nations dont on a écarté les passions raciales, politiques ou nationalistes, qu'on pousse en avant ou qu'on freine à la demande! Et cette nouvelle guerre d'Indochine possède les mêmes aspects que toutes celles qui furent déclenchées en Afrique, en Asie ou autre part. Seuls les Etats qui tirent les ficelles des combattants changent, seul le vocabulaire qui sert de

justification change, seuls les politiciens qui, à des milliers de kilomètres, soutiennent sans défaillance les bons contre les mauvais, changent! Il est vrai que cette fois, à part *L'Humanité*, bien sûr, les feuilles de choux marxistes-léninistes ne nous ont pas encore fait le coup du Liban, le coup du choix entre les bons et les mauvais, mais il n'est pas sûr que ce choix ne soit pas fait en eux-mêmes, et que, si ce conflit dure, nous ne voyions pas à nouveau dans notre pays les partisans du Cambodge et ceux du Vietnam se couvrir d'injures et s'accuser réciproquement

d'être vendus à un impérialisme de leur choix.

Cette guerre nous démontre une fois de plus qu'un Etat centralisé de type socialiste porte en lui la guerre pour les mêmes motifs qu'un Etat centralisé de type capitaliste. Ces motifs, ce sont des intérêts de prestige national imbécile auquel s'ajoutent les intérêts des classes dirigeantes capitalistes ou bureaucratiques qui détournent vers «l'ennemi héréditaire» la colère des peuples spoliés et trompés! Le nationalisme, qu'il soit marxiste ou capitaliste, engendre les guerres d'expansion économique et de conquête de marché. Mais lorsqu'il s'agit de petites nations épuisées par une longue guerre et qui ont besoin de l'aide des grandes puissances économiques pour relever

(suite page 8)

FOP 2520

Groupes

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MONTLUÇON
 MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE
 CALVADOS : HEROUVILLE
 CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANÇON
 EURE-ET-LOIR : GROUPE
 BEAUCERON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN
 LOIRE-ATLANTIQUE :
 NANTES
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LÔ
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE-ROUBAIX-
 TOURCOING
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES :
 BAYONNE - BIARRITZ
 RHÔNE : LYON
 HTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN,
 LE HAVRE, GROUPE ESTU-
 DIANTIN DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : REGION TOULON -
 NAISE
 YONNE : FÉDÉRATION DÉ-
 PARTEMENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON DES POSTIERS
 (édite Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTS
 (édite Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 GROUPE B.N.P. PARIS
 CERCLE INTER-ENTREPRISES
 DE CALBERSON (PARIS 18^e)

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ÉCRIVANT
 AUX RELATIONS INTÉRIEURES
 PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis
 dans les arrondissements sui-
 vants : 2^e, 5^e, 10^e, 11^e, 13^e,
 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN
 DE FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - SAVIGNY-SUR-ORGE
 - CORBEIL-ESSONES
 - BRUNOY ET LIAISON
 SEINE-ET-MARNE

BANLIEUE EST

- GAGNY
 - NEUILLY-SUR-MARNE
 - CHELLES
 - MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - ISSY-LES-MOULINEAUX
 MEUDON, BOULOGNE-BIL-
 LANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY-SEVRAN
 - NORD DES HAUTS-DE-
 SEINE
 - ASNIÈRES
 - COURBEVOIE-COLOMBES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, La Ferté-
 Macé-Flers, La Rochelle, Vier-
 zon, Bégard, Châteauroux,
 Amboise, Chinon, Montpellier,
 Grenoble, Lons-le-Saunier,
 St-Sever, Nantes, Vendôme,
 Montoire, Blois, Coutances,
 Laval, St-Lô, Vannes, Cler-
 mont-Ferrand, Strasbourg,
 Nord Seine-et-Marne, Albert,
 Nord de la Hte-Vienne.

IMPORTANT

Les lecteurs qui nous font parvenir leur bulletin
 d'abonnement doivent savoir qu'un délai de quinze
 jours est nécessaire avant la mise en route de cet
 abonnement. Les paiements effectués par chèques
 sont à libeller à l'ordre de PUBLICO exclusivement.

Les Administrateurs

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tél. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF		
France	35 F	40 F
3 mois	55 F	55 F
6 mois	65 F	110 F
12 mois	125 F	210 F
Étranger		40 F
		80 F
		150 F

* Tarif Étranger: RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez
 vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus). Pays

Abonnement Réglement

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

ATTENTION ! PROGRAMME TÉLÉ À NE PAS MANQUER

La Fédération Anarchiste
 passera à l'émission
TRIBUNE LIBRE
JEUDI 19 JANVIER
 à 19 h 40 sur FR3
 sur le thème
**LES ANARCHISTES
 FACE AUX ÉLECTIONS**

TOURS MEETING

Le groupe libertaire
 Maurice Fayolle
 de Tours
 organise
 le vendredi 13 janvier
 salle Balzac
 à 20 h 30
 un meeting sur le thème
LES ANARCHISTES

ET 78

Le meeting sera suivi d'un
 débat, une table de vente de
 livres est prévue ainsi qu'une
 distribution d'inventus du
Monde Libertaire Hebdomadaire
VENEZ NOMBREUX

Le groupe libertaire Germinal
 invite ses sympathisants à as-
 sister et participer à sa pre-
 mière Réunion-Débat de l'an-
 née 1978, qui se tiendra comme
 à l'accoutumée dans la salle
 du patronage laïc, 72 avenue
 Félix Faure 75015 Paris (M^o
 Boucicaut ou station Félix
 Faure du bus n°62).

Le cycle de réunions-débats
 de 1978 débutera par le thème
 suivant:

NOTRE FÉDÉRALISME

Soyez les bienvenus le
MERCREDI 18 JANVIER
 à 20 h 30

Le groupe libertaire Louise Michel

organise

SAMEDI 14 JANVIER

à 17 h 30

un colloque-débat

sur le thème

VERS UNE FASCINATION

DE L'EUROPE ?

10, rue Robert Planquette

75018 Paris

Cours du groupe libertaire

Louise Michel

jeudi 12 janvier

LA SYNTHÈSE ANARCHISTE

par Colette Pibaut

jeudi 18 janvier

L'ÉDUCATION

Directeur de la publication

Maurice LAISANT

Commission paritaire n° 55635

S.N.I.S.C.

93 100 MONTREUIL

Dépôt légal : 44 149 premier trimestre 1977

Diffusion SAEM Transport Presse

Route 205 - Publi-Route

NON, PASTRE NE FUT PAS LE SEUL

AIMÉ Pastre, membre de
 la commission exécutive
 de l'Union Générale des Fédé-
 rations de Fonctionnaires CGT
 vient d'annoncer sa décision de
 remettre sa démission pour
 protester contre l'alignement
 de la CGT avec les analyses du
 PC concernant les responsabi-
 lités sur l'éclatement de l'ac-
 cord de programme commun
 de gouvernement.

Ainsi qu'il le rappelle fort
 justement à cette occasion, il
 est vrai que Pastre fut un des
 rares minoritaires cégétistes
 qui eut la possibilité (et le cou-
 rage) d'exprimer une opposi-
 tion lors des congrès confédé-
 raux depuis 1947.

Mais il se trompe lorsqu'il
 affirme qu'il fut «le seul» (à la
 CGT) à condamner l'interven-
 tion des troupes soviétiques en
 Hongrie. Le conseil syndical
 du Syndicat du Livre de Li-

moges (42^e section de la Fédé-
 ration du Livre CGT) adopta
 à cette époque une motion
 manifestant sa réprobation et
 condamnant les déclarations
 de Louis Saillant, secrétaire
 de la Fédération Syndicale
 Mondiale, en faveur de l'in-
 tervention.

Cette motion rédigée et pré-
 sentée par Max Roux (un an-
 cien de la CGT-SR), fut adop-
 tée à une voix de majorité,
 malgré l'opposition de la di-
 rection du syndicat, et grâce
 à l'abstention d'un conseiller
 syndical communiste.

Cette manifestation d'oppo-
 sition, assez inhabituelle à la
 CGT, fut bien entendu assez
 largement exploitée par l'AFP
 et la presse officielle (dont
France-Soir) et il est surpre-
 nant que M. Pastre n'en ait
 pas eu connaissance.

M.R.

COMMUNIQUÉ

LES ADMINISTRATIFS DU CNRS EN GRÈVE

Après quatre entrevues avec la direction et devant son refus
 de donner une suite favorable à la revendication des Adminis-
 tratifs: égalité des primes des Administratifs avec celles des
 Techniciens, le personnel administratif des centres du CNRS
 de la région parisienne et de la province a décidé, depuis le lundi
 12 décembre 1977, de bloquer la machine administrative.

Après trois semaines de grève le personnel administratif n'a
 toujours pas obtenu satisfaction.

Les Bureaux Nationaux SNTRS-CGT et SGEN-CFDT ont ap-
 pelé tous les Administratifs à continuer l'action par une grève
 nationale reconductible jusqu'à l'obtention de leur revendication.

Comité de Coordination des centres en lutte
 de la région parisienne et du SGEN-CFDT.

Le groupe libertaire
 de Marseille
 et la CNTF
 organisent

SAMEDI 21 JANVIER

à partir de 18 h

à la vieille Bourse du Travail

13, rue de l'Académie

13001 Marseille

des stands-débats sur

Autogestion-fédéralisme

Anarcho-syndicalisme

Antimilitarisme

Femmes

Ecologie

Avec la participation du CLO,

de IOR VERT et de la CNT

espagnole

A 19 h 30

MEETING

Les anarchistes face aux élec-
 tions, situation actuelle en

Espagne et les anarchistes

face à la situation économique

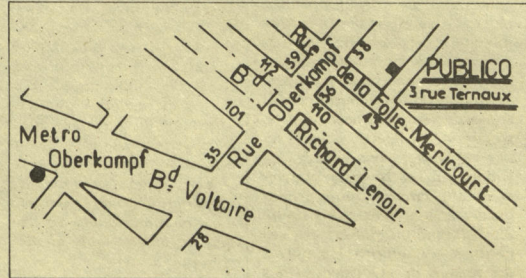
Nous remercions tous
 nos lecteurs qui, avec
 leurs bons vœux pour
 cette nouvelle année,
 nous ont apporté leur
 soutien moral et finan-
 cier pour le *Monde Li-
 bertaire Hebdomadaire*.

AFFICHES DISPONIBLES A COMMANDER A PUBLICO

- Une affiche sur l'autoges-
 tion, par le groupe Jacob, 27
 centimes l'unité.

- Une affiche sur LE MONDE
 LIBERTAIRE HEBDO, 40 c.
 l'unité.

- Une nouvelle affiche sur
 L'AUTOGESTION GÉNÉRA-
 LISÉE CONTRE LE PARLE-
 MENTARISME, par le groupe
 de Toulon, 45c. l'unité.



L'objection de conscience

UNE LUTTE COLLECTIVE

ORIGINE DE L'OBJECTION DE CONSCIENCE

C'est en 1962 que, sous la pression des luttes pacifistes et de l'opinion publique sensibilisée par les insoumissions de la guerre d'Algérie et la grève de la faim de Louis Lecom, le gouvernement accepte le principe d'un statut d'objection de conscience. Mais, dans ce texte paru en 1963, tout est mis en œuvre pour restreindre le nombre d'objecteurs (toute propagande de la loi est interdite, délai de 25 jours seulement pour demander le statut), pénaliser ces objecteurs (double temps de service), limiter la portée de leur engagement (seules les demandes à caractère religieux ou philosophique sont retenues).

Les objecteurs ayant répondu énergiquement (grève illimitée) à la première tentative d'embranchement dans le cadre d'un camp de sapeurs pompiers, ils obtiennent, au début 1966, le droit de choisir une association humanitaire comme affectation. Jusqu'en 1972, le gouvernement va faire plusieurs autres tentatives d'affectations autoritaires, tentant d'utiliser les objecteurs comme main-d'œuvre bon marché et leur faisant prendre la place de salariés; mais les objecteurs concernés vont, à chaque fois, refuser de rejoindre ces affectations.

Parallèlement, en 1968, vingt objecteurs se mettent en grève illimitée pour protester contre le fait que les objecteurs sont déferés à la justice militaire (TPFA). Grâce à la pression de l'opinion publique, ils obtiennent gain de cause en 1969 et, depuis la loi du 10 juin 1971, les objecteurs sont jugés par les tribunaux civils.

DEPUIS 1972, LE DÉCRET DE BRÉGANÇON

Le 18 avril 1972, une circulaire ministérielle légalise l'affectation autoritaire des objecteurs de conscience à l'Office National des Forêts (ONF), et le décret de Brégançon qui la suit institue un nouveau régime disciplinaire pour les objecteurs. Ce décret fait des affectés à l'ONF une main-d'œuvre quasiment gratuite (même soldé que les appelés du contingent), des employés prenant la place de salariés de l'ONF et bloquant leurs luttes (n'ont ni droit de grève ni droit syndical), des citoyens sans droit d'expression politique, sans droit de réunion, sans droit de manifestation, des appelés soumis au même embranchement que ceux du contingent (même système de punitions et de permissions).

Pour lutter contre le décret de Brégançon, pour obtenir le droit à l'objection à tout moment et pour toute raison (la commission juridictionnelle refuse beaucoup de demandes hors délai ou à caractère politique) et la liberté totale d'affectation, ainsi que pour obtenir la libération de tous les insoumis, déserteurs et soldats emprisonnés, les objecteurs vont réagir en s'insoumettant à leurs affectations, en se regroupant en Comité de Lutte des Objecteurs (CLO) et en publiant le journal *Objection*.

Les nouvelles affectations en décembre 1974 au Bureau d'Aide Sociale et au Secrétariat d'Etat à la Culture ne changent rien à la détermination des objecteurs: en effet une analyse de ces nouvelles affectations montre que les objecteurs y jouent le même rôle qu'à l'ONF et y subissent la même discipline para-militaire. Depuis 1972 (parution du

décret de Brégançon) jusqu'à aujourd'hui, plus de 2000 objecteurs se sont insoumis à leur affectation (les deux tiers de ceux qui ont obtenu le statut environ). Jusqu'en septembre 1977, les poursuites étaient rares et les peines relativement faibles (rarement plus de 4 mois avec sursis).

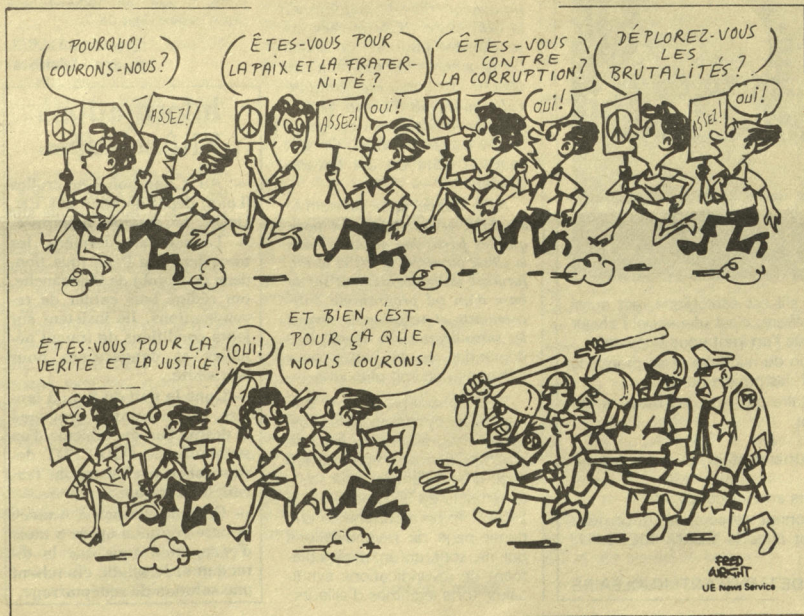
DEPUIS SEPTEMBRE 1977

Il paraît évident que plusieurs projets de récupération de l'opposition à la militarisation de la société par un service civil généralisé ayant vu le jour, les objecteurs-insoumis, qui refusent déjà l'embryon de ce service civil, sont particulièrement gênants pour le pouvoir. Aussi sont-ils depuis trois mois victimes d'une répression accentuée. Les procès sont plus nombreux (plus de 40 depuis début septembre dernier), les peines sont plus lourdes (6 mois de prison ferme à Metz, 3 mois ferme à St-Dié...), de nouvelles formes de répression voient le jour (mise sous contrôle judiciaire, inculpation systématique de désertion pour les insoumis qui se sont rendus à la visite médicale, ce qui permet de leur faire subir des peines plus lourdes). Face à cette répression, les objecteurs sont toujours décidés à répondre énergiquement par plusieurs types d'actions, dont l'une d'elles est l'insoumission collective.

Dans le but de mettre en évidence le caractère collectif que le pouvoir s'acharne à nier par des poursuites individualisées du pur domaine de l'arbitraire, trois objecteurs-insoumis toulousains incorporables en décembre 1977 ont envoyé une lettre commune au ministère de l'armée et au lieu de leur affectation.

Insoumission Collective
CLO TOULOUSE

LE DESSIN DE FRED WRIGHT



Marseille

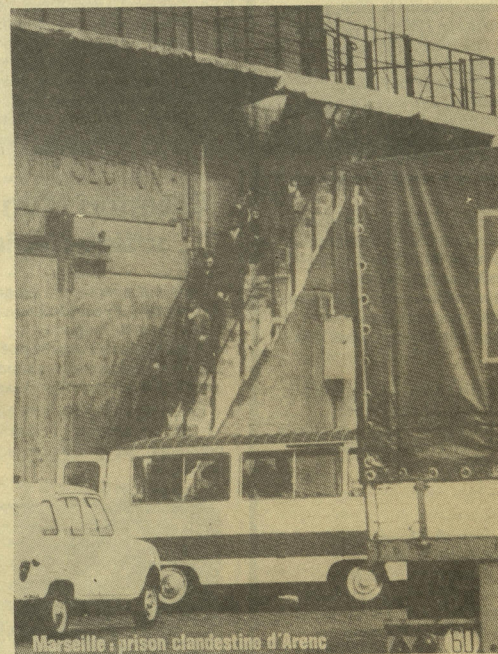
A PROPOS D'ARENÇ

C'EST dans le but «fort louable» bien sûr de vouloir «légaliser» par circulaire la détention des étrangers en voie d'expulsion que Bonnet et Peyrefitte ont tout simplement avoué l'existence et l'illegalité de la prison clandestine de la police française, cette prison que les services de police firent fonctionner pendant près de dix ans sans que nul ne s'en inquiète et n'en connaisse l'existence. En effet, ce n'est qu'en 1975 que l'affaire éclatera au grand jour par l'intermédiaire de Sixte Ugolini, avocat syndiqué. Ce dernier devait alors dénoncer la sequestration arbitraire d'un ressortissant marocain, Mohamed Cherif, par la police, à Arenç, alors qu'il se trouvait dans une situation tout à fait régulière. Une prison située en plein cœur de Marseille, sur le port de la joliette, dont les policiers sont à la fois juges et gardiens, ou encore un centre d'«hébergement» pour immigrés en voie d'expulsion.

Les conséquences de cet «elan de justice», on va très vite pouvoir s'en faire une idée. De fait, par simple circulaire, le ministre a le droit de détenir pendant 7 jours un étranger en instance d'expulsion et de plus dans une prison où seules y sont maintenues les personnes en cours de procédure «régulière». Ce même ministre pourra mettre sous les verrous des personnes n'ayant commis aucune infraction. On sait que la majorité des expulsions sont d'ordre politique et pouvant être motivées simplement pour des raisons telles que trouble de l'ordre public! Mais il y a plus fort encore, seul le directeur de la prison vérifiera si

les conditions de l'incarcération sont respectées. C'est donc lui seul qui vérifiera si la procédure d'expulsion est bien régulière: de quoi frémir!

La signature du texte par le ministre de la justice, le sieur Peyrefitte, est tout à fait significative car elle donne à la police le pouvoir de détenir des individus au-delà de la garde à vue régulière. Nous passerons par ailleurs sur la manière camouflée et anticonstitutionnelle dont a été fait ce texte: nos préoccupations se tourneront davantage vers ce nouveau cadeau du libéralisme giscardien qui montre à quel point nos «maîtres» sont décidés à nous préparer des lendemains qui chantent.



Dans un premier temps, les autorités vont nier jusqu'à l'existence du centre d'Arenç mais le syndicat des avocats de France avec le concours de la presse régionale, va forcer le sieur Poniatowski (ministre de l'époque) à s'expliquer. Et puisque la prison clandestine de Marseille a été découverte, on va alors affirmer qu'il n'y a rien de plus normal que son existence: «Il n'y a pas de prison clandestine à Marseille mais seulement un centre de transit pour étrangers en situation irrégulière» (sic).

Mais aujourd'hui, la situation du gouvernement étant devenue insoutenable, on publiait la circulaire du 21 novembre dernier dont le texte prévoit qu'à partir du 15 janvier le centre d'Arenç ne pourra plus être utilisé comme un «cen-

tre d'expulsion».

Groupe Libertaire
de Marseille

en bref... en bref...

Jean-Pierre Mège, objecteur-insoumis, comparaitra le 1^{er} février devant le tribunal de Castres. Ensuite, ce sera le tour de Gazano à Narbonne, Hubert Hégy, Jacques Bonati et Damien Thébaud à Toulouse.

Daniel Petena, objecteur-insoumis, avait été condamné par le tribunal de Foix à trois mois de prison avec sursis et trois ans de privation des droits civiques. La cour d'appel de Toulouse a prononcé son verdict: 600 F d'amende.

Gérard Loos comparaitra le mercredi 18 janvier à 14 h au palais de justice de Nancy, chambre des appels correctionnels. Gérard Loos avait été condamné à 3 mois de prison ferme et 3 mois avec sursis par le tribunal de St-Dié le 15 septembre dernier.

Le 13 janvier, Bernard Allain, insoumis total, passe devant le TPFA de Rennes. Le groupe Paul Maugé d'Angers appelle à un soutien actif en faisant pression, entre autre, sur le juge en lui écrivant: M. Laurens, juge d'instruction des TPFA, cabinet n°1, quartier Foch 35998 Rennes.

Yvon Balez a été condamné à 6 mois de prison avec sursis par le tribunal d'Aix-en-Provence pour avoir refusé de se rendre à son affectation en décembre 1975.

Joseph Heitz, alias Claudius, arrêté le 11 novembre à Mulhouse comme insoumis, est incarcéré à la prison de Metz.

Le samedi 14 janvier, à 20 h 30, le groupe écologique et le planing familial d'Épinay-sur-Seine, organisent une soirée-débat sur le thème «Écologie et sexualité», avec projection du film «Si ça continue faudra que ça cesse». MJC d'Orgemont, rue de la Tête St-Médard, 93800 Épinay.

Le film «Tu ne tueras point», alias «l'objecteur», de Claude Autant-Lara, sera projeté au cinéma «Le Club» de Romans, le mardi 17 janvier.

**UN SERVICE
REGULIER
ET PRATIQUE
L'ABONNEMENT**

Dans les banques

LA CGT CASSE LA GRÈVE

Les lecteurs du *Monde Libéraire* se souviennent sans doute de la triste façon dont s'est conclue la grève reconductible menée par la majorité des employés de la banque Indosuez. Est-il utile de rappeler que la CGT organisa la reprise du travail sans qu'aucune des revendications défendues par les grévistes ne soit satisfaite, allant jusqu'à passer outre le résultat majoritaire, favorable à la poursuite de la lutte, organisée pourtant par ses soins? Mais ce n'est pas fini. Le 3 janvier, 4 à 500 travailleurs du Crédit Commercial de France votent la grève et sa reconduction. Le 4 janvier, une fois de plus, la CGT brisera la grève...

AU CCF «L'INACTION» SE POURSUIT SOUS D'AUTRES FORMES

Pour le 1^{er} janvier, la direction du C.C.F. présente officiellement ses vœux à l'ensemble du personnel en pleurnichant sur la gravité de l'année 78 et des menaces de nationalisation de nature à foutre par terre «le petit paradis» construit laborieusement par tous. Dans le même temps, en guise d'étrennes, une note annonce que la revalorisation annuelle des salaires par attributions individualisées de points qui a lieu tous les ans au 1^{er} janvier est repoussée exceptionnellement à la fin mars 78. Les 5 syndicats (CGT-CFDT-FO-CFTC-CGC) appellent le personnel en assemblée générale le 3 janvier. L'assemblée vote la grève et la reconduit. On dénombre 4 à 500 grévistes, ce qui est très positif dans cette banque privée où les grèves sont toujours très minoritaires, et où même la grève de 1974 ne provoqua guère de perturbations. A l'assemblée du lendemain matin,

la CGT commence à évoquer les critères de non-reconduction. L'après-midi, alors que le nombre de grévistes augmente sensiblement, notre grande «CGT démocratique» appelle à la poursuite de l'action sous d'autres formes (sans doute celles des heures supplémentaires pour rattraper le temps perdu) et brise la grève, une fois de plus, dans les banques.

UNE CGT AUX COULEURS D'INDOSUEZ

Alors cette situation va-t-elle durer longtemps? Pour leur part, les travailleurs libertaires, et plus particulièrement les militants et sympathisants de la Fédération Anarchiste, se battent pour favoriser l'unité des employés de banque pour l'action directe contre les patrons d'aujourd'hui et contre ceux qui veulent le devenir demain. Contre la division et la répression des banques et des bureaucrates politiciards, les travailleurs anarchistes appellent à l'action directe.

Bernard RICHARD

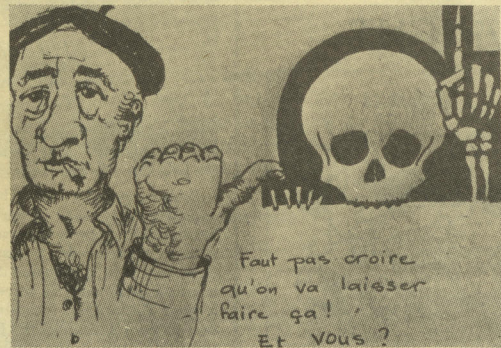
Création d'un comité de lutte antinucléaire en Picardie

Dans notre région, le programme électro-nucléaire se précise:

- Centrales en construction à Gravelines (près de Dunkerque), Penly (près du Tréport),
- Inquiétudes pour le littoral de la Somme,
- Transit de déchets radioactifs en partance pour La Hague,
- Présence d'armes atomiques à Creil, de chars AMX à Couvron.

Le Comité de Lutte Anti Nucléaire constatant:

- Que la politique nucléaire (et en particulier celle des surgénérateurs) est un suicide biologique par les nuisances qu'elle provoque,



- Le combat antinucléaire, s'il est écologique, est aussi politique, en nous imposant le nucléaire, c'est une société Hyper centralisée, policière et militaire que l'on veut nous imposer! se déclare opposé à toute utilisation du nucléaire et se prononce pour un arrêt immédiat et définitif des projets nucléaires.

Il entend lutter contre le nucléaire par tous les moyens qui sont actuellement à sa disposition:

- Informations,
- Liaisons avec les comités de lutte existant, avec les travailleurs du nucléaire...
- Préparation des rassemblements antinucléaires, etc.

Nous appelons toutes les personnes se sentant concernées par cette lutte à prendre contact avec le CLAN: MOREAU, BP N°7, 80330 LONGUEAU.

COMITÉ DE LUTTE ANTI NUCLÉAIRE

Extrême-gauche

PLATEFORME UNITAIRE

Vers la mi-décembre, trois organisations d'extrême-gauche ont signé une plateforme unitaire, en vue des élections législatives, connue sous le titre de «pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs».

Si, en lisant le Programme Commun, on pouvait savoir à quoi s'attendre (la continuité dans le changement), le moins qu'on puisse dire est que cette plateforme ressemble plus à un article de quatre pages avec tracts incorporés qu'à une proposition claire de quoi que ce soit. Il faudra aux gauchistes encore beaucoup d'efforts pour parvenir à rivaliser avec leurs grands frères de la gauche. Ils en sont, pour l'instant, au stade du texte unitaire de la majorité présidentielle, avec le pouvoir en moins!

Après une analyse ressasse des gouvernements Giscard-Barre-Chirac axée autour de la vie chère, du chômage et de la répression, nous en arrivons à une critique impitoyable de la gauche et donc du Programme Commun. «Nous disons qu'il est un programme de collaboration de classes, qui ne permet ni de sortir de la crise, ni à plus forte raison de marcher vers le socialisme... et ces partis ne pourraient constituer qu'un «gouvernement bourgeois» dont il est dit plus loin que «les perspectives avancées... ne sont que du papier».

Voilà un langage qui pourrait nous plaire, droite et gauche mises dans le même panier. Enfin des révolutionnaires qui vont nous proposer quelque chose de différent! Et bien non! Il faudra voter gauche au second tour, «un vote de classe» comme ils disent, car vous n'avez rien compris à la dialectique de nos révolutionnaires, vous avez une analyse superficielle. En effet le PC et le PS réunis, cela «ne serait pas un gouvernement bourgeois comme les autres, car le PS et le PC au gouvernement seraient bien obligés, l'un comme l'autre (bien que de façon différente) de tenir compte des exigences de leurs mandats prolétaires» et alors «les directions réformistes pour se maintenir au pouvoir doivent donc faire la politique de la bourgeoisie tout en gardant tant bien que mal la confiance des travailleurs». Voilà le pas vers la révolution qu'ils nous proposent: un gouvernement bourgeois mais nanti de la confiance des travailleurs. Subtil, non? Notons quand même une légère divergence qui apparaît «démocratiquement» dans la plateforme: la LCR et les CCA refusent de se désister pour les gauchistes de gauche et les radicaux, de gauche eux-aussi, «ces groupuscules bourgeois, absents des entreprises n'ont aucun compte à rendre aux travailleurs». On voit tout de suite où est l'avant-garde!

Autre fleuron de la plateforme: «la LCR et les CCA sont pour que les partis majoritaires dans la classe ouvrière, le PC et le PS, forment un gouvernement sur la base d'un tel programme anticapitaliste et responsable devant les travailleurs». On devrait leur demander de se battre pour l'anarchie, ça irait plus vite!

Et ce fameux programme anticapitaliste et responsable, quel est-il? Progression du pouvoir d'achat, à travail égal, salaire égal, droit à l'emploi pour tous, la semaine de 35 h, le SMIC à 2400 F. Et on a comme ça une demi-page de revendications qui ne sont qu'un rassemblement de revendications syndicales, forts légitimes d'ailleurs.

Quels drôles de révolutionnaires! Non seulement il ne s'agit que de surenchère (et encore pas sur tout, pour coller aux masses sans doute!) sur un programme commun qui n'existe plus et pour lequel ils appellent à voter, mais en plus la confusion est totale entre propagande syndicale et propagande politique: remarquons qu'ils demandent un syndicat unique, cela leur permettant sans doute de simplifier leurs résolutions pour les élections.

Au paradis de la stratégie, nos révolutionnaires sont rois. D'un côté on affirme que le vote ne permet pas de casser le système bourgeois, que le programme commun n'est qu'un programme de collaboration de classes, etc, de l'autre ces marxistes d'avant-garde se présentent comme révolutionnaires avec une plateforme unitaire anticapitaliste, en faveur d'un gouvernement révolutionnaire appliquant la dictature du prolétariat, et la synthèse de tout cela... c'est qu'il faut voter, voter programme commun, voter PC-PS! Les voies de Marx et de Trotsky sont impénétrables!

Cela ne fait que trop penser au panier de crabes déjà décrit par Proudhon. Le boycott des institutions bourgeoises est toujours à l'ordre du jour, nous ne ferons confiance qu'à nous-mêmes et ne voterons pas pour nos ennemis de classe et nos ennemis idéologiques, bourgeois ou marxistes, sous prétexte de l'on ne sait quel compromis historique qui va de celui du PC Italien avec la Démocratie-Chrétienne à celui de l'extrême-gauche française avec un programme commun réactionnaire qui n'existe déjà plus.

Stéphane CAREL
(groupe Malatesta)

Informations Rhône-Alpes

- Au Chambon-Feugerolles (Loire) dépôt de bilan aux Ets. Lioger, 65 emplois supprimés.
- La semaine dernière, les travailleurs de Penaroya (fonderie de plomb) de Villefranche, ont rédigé leur cahier de revendications. Ils insistent sur leurs conditions de travail pénibles et dangereuses pour leur santé.
- Dans la nuit du 2 au 3 janvier, un attentat a provoqué la destruction du véhicule d'un secrétaire de l'UD-CFDT devant l'ancienne Bourse du Travail de Grenoble.
- Chez Jossermoz à Annecy la lutte continue après 6 mois d'occupation sans que la direction et le syndicat cherchent une solution de redémarrage.

A L'ASSEDIC de Nantes

LA CGT CONTRE LES GRÉVISTES

La situation syndicale à l'Assedic de Nantes était caractérisée, ces dernières années, par la signature d'un accord collectif d'entreprise rétrograde. En effet, en 1973, sous la pression des unions départementales CGT, CGT-FO et CFDT, les syndicats d'employés étaient amenés à signer un accord qui remettait en question les acquis de mai 1968: les 40 heures payées 42 heures 1/2 sans aucune contrepartie. Parallèlement, le bureau du conseil d'administration unanime: collègues patronal et ouvrier réunis (l'Assedic est géré paritaire) vota les pleins pouvoirs au directeur nouvellement embauché.

Après la signature de l'accord, la répression ne se fit pas attendre. Pour l'exemple, une jeune collègue qui ne mettait pas assez de «bonne volonté» dans son nouveau poste, à la suite de la première réorganisation, fut l'objet d'une mise à pied de 8 jours sous le prétexte qu'elle avait quitté volontairement son poste de travail pour consulter son médecin qui devait lui signer un arrêt de travail.

La politique de la direction fut un mépris constant envers les représentants élus du personnel à tous les niveaux: délégués du personnel, comité d'entreprise, délégués syndicaux. En 1977 la position de la direction se durcit encore en voulant faire porter au personnel la responsabilité du retard de paiement des allocations portant sur 8000 dossiers, alors que les causes objectives étaient connues: accroissement brutal du chômage dans la région et mise en route de nouveaux programmes à l'ordinateur. Pour la direction les causes étaient toutes autres: absentéisme et mauvais rendement du personnel d'où la position suivante:

— menace de contrôle médical à domicile des agents malades

— réduction généralisée des notes et de l'avancement
— menace de faire exécuter des heures supplémentaires.

La dégradation constante des conditions de travail par le changement permanent des postes de travail amena l'ensemble du personnel à de vives réactions.

Le vendredi 16 décembre la direction refuse à nouveau d'engager de véritables négociations avec les délégués du personnel. Dans ces conditions, les sections syndicales CGT, CGT-FO et CFDT appelèrent à une assemblée générale qui, à l'unanimité moins une abstention, décidait «la grève générale jusqu'à satisfaction des revendications», l'élection d'un comité de grève intégrant les organisations syndicales CGT, CGT-FO, CFDT et des inorganisés.

Dès le lundi 19 décembre, le délégué syndical CGT remit en question la représentativité du comité de grève en refusant d'y participer alors que deux camarades de la CGT avaient déjà été désignés.

Par la suite, la CGT devait reprendre à son compte la position du président du conseil d'administration, membre du CNPF: le mouvement de grève a été déclenché pour soutenir

des revendications qui ne sont pas de la compétence de la direction (classifications) et que les conditions de travail du personnel ne sont pas à son origine. L'assemblée générale des syndiqués CGT, réunie le mardi 20, alla beaucoup plus loin que le président CNPF en concluant dans un tract: «En aucun cas les revendications catégorielles ne devraient pouvoir porter préjudice aux travailleurs privés d'emploi plus défavorisés que les salariés de l'Assedic.» L'union départementale CGT, consultée le lendemain par une délégation du comité de grève, devait être plus nuancée en reconnaissant aux salariés de l'Assedic le droit à la grève...

La section CGT devait donc reprendre le travail le mardi 20 décembre en attendant... la poursuite des négociations avec le bureau du conseil d'administration qui doit se réunir le vendredi 6 janvier. La section CFDT, sur la pression des cadres CFDT, se rallia à la position de la CGT en attendant la réunion du bureau du C.A.

Seule la section CGT-FO reconduisit le mot d'ordre de grève avec le concours des inorganisés en réclamant la réunion immédiate du bureau du conseil d'administration pour l'ouverture de véritables négociations.

L'assemblée générale du personnel en grève, réunie le mardi 20, votait la poursuite du mouvement à l'unanimité moins 2 voix et désignait un 2^e comité de grève pour combler les défaillances de la CGT et de la CFDT. Le mercredi 21, l'assemblée générale envoyait de larges délégations aux unions départementales ouvrières pour demander la convocation immédiate du bureau. Les chômeurs contactés, soit directement par le piquet de grève de l'Assedic soit par des délégations à l'ANPE, signèrent par centaines des pétitions exigeant, avec le personnel de l'Assedic, l'amélioration des conditions de fonctionnement de celle-ci. L'après-midi, la direction de l'Assedic accepta de recevoir une délégation des grévistes et accorda les réclamations suivantes:

— demi-journée des lundis de Noël et du 1^{er} de l'an chômés et payés.
— prime complémentaire uniforme de 300 F attribuée à l'ensemble du personnel.
— amélioration des conditions de travail aux services prestations et informatique.

— entrevue accordée par le président du conseil d'administration suite à la réunion du bureau le 6 janvier 1978. Dans ces conditions l'assemblée générale prenant acte des propositions de la direction appelle à la reprise du travail pour le jeudi 22 décembre. Le comité de grève convoquant l'ensemble du personnel à une nouvelle A.G. le vendredi 6 janvier suite à l'entrevue avec le président qui doit permettre de régler les réclamations restées en suspens: les classifications et la titularisation des agents temporaires.

NON À LA TAXE!

Liaison Collinée

Michel LERA VALE

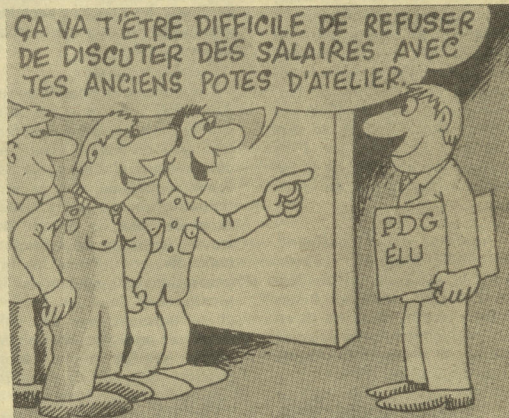
LE PARTI
«AUTOGESTIONNAIRE»
(suite)

Il existe un journal intitulé *Action*, «journal des communistes à l'entreprise», dont le numéro de décembre vient compléter les informations données dans notre hebdomadaire N° 247 du jeudi 15 décembre, sur la récente vocation «autogestionnaire» du PCF.

Parlant de la «nouvelle idée», nos communistes affirment qu'elle n'est «ni un gadget ni de la tactique. Les communistes disent: NON à la bureaucratie, à l'étatisme. Le tout se termine le lendemain par une délégué sur un titre à la France-Soir: «L'AUTOGESTION? CENT FOIS D'ACCORD!»

liar ou du Comité d'Entreprise d'avoir «leur mot à dire» sur les licenciements (il y en a donc encore?), l'embauche, la sécurité dans le travail et l'augmentation des cadences. Le droit de regard sur les livres de comptes est prévu et son temps est même attribué, une heure par mois.

Dans tous les cas, les travailleurs gardent pour interlocuteurs les membres de la Direction, maintenue en même temps que la hiérarchie. Dans le chapitre portant sur les licenciements, on voit même apparaître les élus locaux, parmi lesquels le nombre de communistes «cor-



Une page centrale est alors consacrée à définir, en langage communiste, l'autogestion dont on apprend d'emblée qu'elle est aujourd'hui «une autre façon de dire démocratie». Six paragraphes, accompagnés de dessins, définissent ce que sera la vie de l'entreprise «autogérée», au lendemain de la victoire du Programme Commun «réactualisé» (au passage, bien sûr, le parti socialiste et Rocard en particulier, farouches adversaires de «l'autogestion», donc anti-communistes, ont droit à de sévères remontrances).

En gros, cette façon d'imaginer l'autogestion consiste, pour les travailleurs, à élire leur PDG qu'ils tutoieront (voir dessin) et à donner le droit à ces mêmes travailleurs des conseils d'ate-

respond enfin à leur influence réelle.

L'autogestion, jusque là simple vue de l'esprit aux contours mal définis, devient, dès la parution du numéro de décembre du mensuel communiste *Action*, quelque chose de concret, de sérieux, c'est du moins ce qu'on affirme dans ce journal.

D'ailleurs, par précaution, on a pris soin de nous prévenir en début d'article: «Ils (les communistes) détestent les phrases creuses, les formules ronflantes. Ainsi avertis, il n'est plus qu'à se taire. Heureusement, car il en a fallu beaucoup moins que cela à des esprits mal tournés pour sombrer dans l'autocommunisme le plus primaire...»

Hélène VARELIN

Informations normandes

— La déclaration d'utilité publique des travaux de la centrale de Flamanville vient d'être publiée au J.O. alors que les diés travaux sont commencés, en pleine illégalité, depuis le 8 mars dernier, après un mois d'occupation des terrains par des antinucléaires (cf. ml 232). Cette déclaration risque d'être menée en justice pour irrégularité: un des 3 commissaires-enquêteurs est aussi PDG d'une entreprise travaillant sur le site pour EDF.

— En un siècle, l'exode rural a fait perdre 30% de ses habitants au département de la Manche. On assiste à une véritable émigration des jeunes de 17 à 24 ans. La crise économique et la centralisation y seraient-elles pour quelque chose?

— L'usine de retraitement de La Hague lance sa 2^e campagne d'essais de retraitement des combustibles irradiés provenant de centrales à eaux légères et à uranium enrichi (c'est le type de centrales PWR qui se construisent actuellement un peu partout dans le monde).

— 16 antinucléaires (dont 13 agriculteurs) ont été condamnés à une légère amende pour avoir empêché le début des travaux de la centrale de Flamanville avec des tracteurs et des pierres.

— La tuilerie de St-Fromond a fermé ses portes il y a quelques mois. Seuls 8 ouvriers sur les 130 de l'usine ont réussi à se recaser et cela sans l'aide des pouvoirs publics.

informations internationales

RENOUVEAU DE L'ANARCHO-SYNDICALISME

italie

Environ 150 anarchistes, venus d'une trentaine de localités de toutes les régions du Nord, du Sud et des Iles, appartenant à des groupes et fédérations de la FAI (Fédération Anarchiste Italienne), des GAF (Groupes Anarchistes Fédérés) et autonomes, répondant à l'invitation de l'Association Internationale des Travailleurs par l'intermédiaire de la Commission de Relations de l'Internationale des Fédérations Anarchistes (CRIFA), se sont réunis le 11 décembre 1977 dans la grande salle de la Fédération Anarchiste de Livorno.

Après un débat passionné, entremêlé d'exposés concernant la situation particulière dans laquelle les anarchistes italiens opèrent dans les diverses régions et divers lieux de travail, la résolution suivante a été approuvée :

« Sur invitation de l'AIT et par intermédiaire de la CRIFA, qui a son siège en Italie, une assemblée nationale de travail-

leurs anarcho-syndicalistes a eu lieu le 11 décembre 1977 à Livorno.

En considération de la politique de collaboration entre les classes sociales des organisations CGIL-UIL-CISL, allant jusqu'à la reprise du profit capitaliste patronal, à travers une œuvre de répression ouverte de toute initiative favorable aux intérêts historiques du prolétariat, et donc essayant de diviser les couches sociales « non garanties » du reste de la classe ouvrière :

Établit ce qui suit :
De convoquer pour le mois d'avril 1978, à Rome, (la date exacte sera précisée, suivant les disponibilités, avec un communiqué ultérieur) une assemblée générale, avec la participation de toutes les structures de base du monde du travail (conseils de fabrique, collectifs, comités) et les organisations qui existent sur le territoire et dans les écoles, et qui agissent avec des méthodes et pratiques libertaires, afin de vérifier la réalisation concrète du projet de refondre l'Union Syndicale Italienne ;

La CRIFA est chargée des tâches inhérentes à l'organisation générale de Rome. »

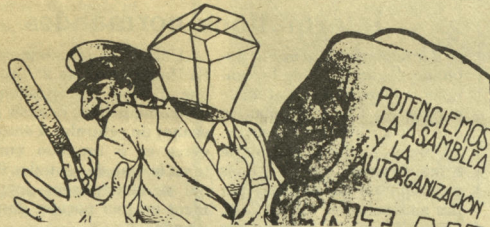
espagne

Après la grève d'une semaine des employés des grands magasins de Madrid, le mouvement s'est poursuivi à Gijón (Asturies), pour une durée indéterminée, afin d'obtenir des conventions collectives d'ampleur régionale, des salaires

la CNT dans la grève générale du commerce de Madrid la semaine précédente, la fédération locale de l'UGT a été exclue par le bureau national de cette centrale.

De telles pratiques, contradictoires avec les promesses démocratiques de l'émancipation ouvrière, rendent de plus en plus crédibles et acceptables les propositions anarcho-syndicalistes de la

no ELECCIONES a las SINDICALES



d'au moins 25 000 pesetas et repos le samedi après-midi.

Sur les 4200 salariés du secteur, 3800 sont entrés dans cette lutte que les principales centrales syndicales désavouent une fois de plus.

La police a procédé à l'évacuation de l'ancienne Maison Syndicale où les travailleurs s'étaient réunis en assemblée permanente. Le mouvement s'étend et de nombreux magasins d'Oviedo sont en grève.

Pour s'être solidarisée avec

CNT sur l'assemblée générale souveraine, l'autoorganisation et motivent le refus massif des travailleurs aux élections syndicales.

ALTEA OBRERA - Nos camarades de la CNT d'Altea nous ont fait parvenir leur journal local *Altea Obrera*. Nous souhaitons que cette parution ait tout le succès que mérite son contenu révolutionnaire et anarchiste et exprimons à nos compagnons espagnols nos fraternelles salutations.

allemagne

DANS LA FÉDÉRATION ANARCHISTE DE BADE — Les délégués des groupes de l'ABF ont adopté, le 22 octobre, une résolution, éditée ensuite et diffusée sous forme de tract avec le titre : « En finir avec le terrorisme ». Voici quelques extraits de ce texte qui rejoint la position de notre Fédération : «... C'est sur notre dos que les terroristes livrent leur combat pour le pouvoir. Les uns veulent par la dictature de la terreur s'emparer du pouvoir, les autres veulent le garder entre leurs mains par la même dictature de la terreur... Nous autres, adversaires de tout pouvoir, nous n'avons à soutenir aucun des groupes à la conquête du pouvoir, mais à promouvoir une organisation autonome afin de réaliser une complète autogestion ». Et, pour terminer, nos camarades citent Errico Malatesta : « Il y a encore des gens fascinés par l'idée de la terreur qui croient que la guillotine, les pelotons d'exécution, les massacres, les galères sont les armes indispensables de la révolution. Selon leur conception, bien des révolutions ont été écrasées ou n'ont pas conduit aux résultats attendus, parce que les révolutionnaires, trop indulgents ou trop faibles n'ont pas suffisamment opprimé et massacré leurs adversaires. La terreur aveugle les fanatiques qui croient à la vertu purificatrice de l'oppression et de la persécution : mais ce ne sont que de mauvais juristes qui partent de cette idée que de dures punitions conduisent à une amélioration morale du monde ».

DANS LE PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE SPD - Des bruits ont couru, à plusieurs reprises, de scissions possibles à l'intérieur du SPD. Il a été question du départ des éléments de « droites ». Maintenant, malgré l'unité maintenue au récent congrès de Hambourg, l'extrême-gauche (y compris les Jusos) aurait l'intention de fonder un parti socialiste à la gauche du SPD, avec retour au marxisme, et prêt à pratiquer le « front unique » avec les communistes du DKP. On fixe même à la mi-janvier la date des préparatifs de fondation du nouveau parti qui verrait le jour au plus tard deux ans avant les prochaines élections au Bundestag. L'avenir montrera si ces bruits sont fondés.

COLOGNE - Un nouveau numéro de la revue *Befreiung* vient de paraître. Outre les pages consacrées à l'Espagne, il faut signaler une étude sur l'anarchisme dans la révolution russe, un compte-rendu du livre de Voline *La révolution inconnue*, la déclaration du comité d'initiative pour la reconstruction du mouvement anarcho-syndicaliste FAU et toutes les informations relatives à la répression, aux procès en cours et au régime des prisons.

LA CHASSE AUX SORCIÈRES EN PROVINCE

DEPUIS que les allemands ont perdu leur « patron des patrons », la chasse aux sorcières est ouverte entre le Rhin et l'Elbe. A la ville comme à la campagne refléurit cette petite fleur bien prussienne que nous appelons « dénonciation » et qui semble chère au cœur des allemands. Tout le monde sait que la chasse aux terroristes offre plus de chances de gagner de l'argent que le loto : c'est ainsi que la chasse aux « sympathisants » est devenue le « hobby » préféré et est en train de supplanter le skat et le jeu de quilles. Ce n'est pas l'effet du hasard : la police a transformé 60 millions d'Allemands en autant de « shériffs auxiliaires »... ou du moins a tenté de le faire. Des avis de recherches ont été distribués et affichés à des millions d'exemplaires. Outre les photos des personnes poursuivies, on donnait les caractéristiques concrètes permettant de reconnaître un terroriste. Tout individu remplissant ces critères peut-être un terroriste et doit être signalé à la police : reçoit beaucoup de courrier et beaucoup de visites, porte des cheveux longs, a peu de meubles et déménage avec une voiture à bras, est souvent en voyage, n'a pas de travail régulier... etc... etc!

Etant donné la mauvaise qualité des photos, il est clair qu'un citoyen sur dix peut être pris pour un de ces « monstres » recherchés et la police criminelle fédérale se vante du nombre exceptionnellement élevé des « renseignements » qu'elle a recueillis. Vous êtes assis dans un café ou vous remplissez un formulaire dans un bureau public : vous pouvez être certain - à condition d'avoir entre vingt et trente ans - qu'au bout d'un certain temps un quelconque concitoyen zélé s'intéressera à vous et à l'affiche d'avis de recherches » et comparera les visages : on peut s'attendre chaque jour à lire dans les journaux la première application de la « loi de lynch »!

Mais il y a pire. On entend par « sympathisant » quiconque ne suit pas l'exemple du président fédéral qui disait : « Nous nous inclinons devant la mort. Nous nous reconnaissons tous coupables envers lui, et, au nom de tous les citoyens, je demande pardon à la famille de Hans Martin Schleyer. » A Netzler, petite ville provinciale de Hesse, un professeur, Madame Schellenberg, avait soumis à ses élèves des commentaires de presse sur le cas Schleyer lors de l'enseignement sur les sciences sociales (dont le but est de former des citoyens majeurs et à l'esprit critique). Il s'agissait d'articles du *Stern*, du *Bild*, de la presse régionale et d'un journal de gauche de Berlin, *L'Extra-Dienst*. Dans ce dernier article, contrairement aux autres, on exposait le passé et le rôle de Schleyer : d'ailleurs les auteurs désapprouvaient les méthodes de la RAF, comme nous le faisons, nous autres anarchistes.

Les élèves, ayant en main ce matériel, devaient en discuter. Malheureusement Madame Schellenberg tomba gravement malade le lendemain et est depuis hospitalisée à la clinique universitaire de Giessen. Cela n'empêcha pas le *Journal de Wetzlar* de publier ces titres fracassants : « Le comble du manque de tact : un professeur traite sur le même pied Schleyer et ses assassins ». Madame Schellenberg aurait distribué un pamphlet à ses élèves pour les inciter au désordre : le journal fondait son accusation sur un passage de *L'Extra-Dienst* où l'on disait que « des membres d'une organisation criminelle avaient enlevé un ancien membre d'une organisation criminelle » (ce qui était d'ailleurs parfaitement conforme à la vérité). A noter que le rédacteur en chef du *Journal de Wetzlar* était auparavant au *Bild*.

Une véritable chasse à la sorcière se déchaîne contre le professeur malade qui ne pouvait se justifier. Elle fut dénoncée comme sympathisant au terrorisme et de hauts fonctionnaires de la ville - chrétiens-démocrates comme social-démocrates - réclamèrent son départ et sa révocation.

Bientôt une vague d'indignation se souleva contre les procédés du *Journal de Wetzlar*. Des lettres de lecteurs parvinrent à la rédaction, des tracts et des explications furent diffusés par les élèves et le syndicat des enseignants organisa une réunion publique pour la défense du professeur toujours hospitalisé. Cette incroyable affaire - interdiction de dire la vérité sur un fasciste mort! - a du moins montré à quelques personnes de Wetzlar qu'on ne pouvait tolérer plus longtemps la mainmise du journal régional sur l'opinion publique. Spontanément, des citoyens d'opinions politiques différentes se réunirent et fondèrent le *Journal de la ville de Wetzlar (Wetzlarer Stadtzeitung)*, hebdomadaire depuis le premier numéro paru le 7 novembre. Ce journal, après le règlement de l'affaire Schellenberg, poursuivra son action et résulte d'une initiative de la base pour une presse régionale d'alternative.

Ainsi, dans cette petite ville, la chasse aux sorcières s'est transformée en « boomerang »! Espérons que, par des milliers d'autres petits boomerangs, on endiguera la marée « brune » qui menace de nouveau de déferler sur l'Allemagne.

Horst STOWASSER
(traduit de l'allemand)

livres

par Maurice JOYEUX

RÉFLEXIONS SUR L'ANARCHISME

de Maurice Fayolle Édité par le groupe Fresnes-Antony

VOICI réédité ce texte de Maurice Fayolle qui souleva dans notre mouvement anarchiste bien des discussions. Ce texte a une histoire! Il s'agit d'une série d'articles parus dans Le Monde Libertaire voici une quinzaine d'années. La Fédération Anarchiste subissait encore les contrecoups d'un drame qui avait permis à des politiciens de s'emparer de l'organisation et de

son journal. Le mouvement se relevait péniblement de l'aventure et tout ce qui ressemblait à un projet d'organisation logique était reçu dans nos milieux comme une nouvelle tentative de politisation de la Fédération Anarchiste. C'est en réaction contre cet état d'esprit que Fayolle décida d'écrire cette série d'articles destinés à démystifier les problèmes d'organisations.

Après tant d'années, lorsqu'on relit ce texte, on s'aperçoit qu'il n'a pas une ride. Tout au plus le contexte économique et politique était reçu dans nos milieux comme une nouvelle tentative d'œuvre de théoricien, et il s'est bien gardé de choisir des exemples dans l'actualité d' alors, car il n'ignorait pas que ce sont les ouvrages qui sacrifient le plus à l'actualité qui meurent le plus vite.

Rares sont les essais qui, autant que Réflexions sur l'Anarchie, associe l'honnêteté à la lucidité. L'auteur examine avec une scrupuleuse attention non seulement l'individualisme et le collectivisme anarchiste mais encore les particularités multiples nées des grands courants de pensée engendrés par l'Anarchie. Et si, en ce domaine, il n'apporte rien de nouveau, il a le mérite de ramasser en quelques pages ce qu'il faut savoir de notre philosophie. Mais son apport réel est autre part! Fayolle est le premier à avoir senti les limites de l'individualisme anarchiste qui n'arriva jamais à trouver une assise d'organisation telle que la souhaitait Stirner et qui se dissoudra dans un amoralisme dont Armand fut l'initiateur et le propagandiste. L'individualisme échouera à être autre chose qu'une négation, mais il triomphera, non pas à transformer la société, mais à pervertir le collectivisme libertaire! Il pénétrera les organisations anarchistes à caractère collectiviste et social et, sous prétexte de garantir dans ces organismes la pureté de la pensée anarchiste, il sera le frein à une organisation efficace de notre combat. On peut dire aujourd'hui que cet individualisme voué à la désagrégation des organisations révolutionnaires a gagné les groupes gauchistes et autonomes issus, par exemple, du situationisme, et qui, dans la négation, rejoignent un individualisme qui, au début du siècle, stoppa la progression de la pensée libertaire amorcée dans les syndicats.

Maurice Fayolle fut mon ami! Nous partagions bien des idées, le seul point de divergence entre nous fut justement l'opportunité de construire une organisation anarchiste structurée alors que l'ensemble des militants anarchistes n'en avaient pas encore compris la nécessité. Après la disparition prématurée de Fayolle, certains de ses amis sortirent de la Fédération Anarchiste pour construire une organisation plus structurée dans laquelle Marx remplaçait Proudhon ce que Fayolle n'aurait jamais accepté. On sait ce qu'est devenue cette organisation qui, tels les serpents, se coupent périodiquement en morceaux, sans d'ailleurs améliorer son audience.

Aujourd'hui, il faut relire Fayolle. Son style est simple et direct et la réflexion domine tout son texte. Il est certain qu'il nous offre un choix, ce choix est conditionné par le climat qui règne dans l'organisation. On ne peut pas forcer les militants à faire ce qu'ils répugnent mais on peut toujours parler sur le bon sens!

MON AMI CHARLOT

Il est toujours pénible de parler d'un ami qui disparaît, à plus forte raison lorsque cette amitié s'étend sur 60 années. J'avais découvert ce gentil compagnon au cours de mes jeunes années, vers 1915 ou 16. C'était pour moi une merveilleuse période. Sur l'écran de «L'Épatant», une petite salle du bas Ménilmontant, j'avais parfois la chance d'occuper, certains jeudis, un fauteuil crevé, au prix de 0,15 F.



Comme il est bon, pour moi, d'avoir de bons souvenirs, à part le bombardement des zeppelins sur notre coin. Toutes mes pensées se cristallisent sur ce petit bonhomme au chapeau melon et à la canne vengeresse. En grandissant, je découvris mieux notre ami, ses films gesticulants se modifiaient et l'on découvrit «The Kid». Vers 1923 ou l'année des Jeux Olympiques, je voyais sa mise en scène avec «L'Opinion Publique». Au moment des Arts Décoratifs Chaplin nous donnait «La ruée vers l'or» puis «Le Cirque». Moi, je suivais toujours mon pétulant londonien et malgré l'allongement de ses films, je le retrouvais toujours avec enchantement. Comme s'il pressentait l'arrivée des jours sombres, ses pièces devinrent plus graves, ce fut «Monsieur Verdoux» et enfin «Le dictateur». Pour nous, en France, le contact était coupé avec Charlott et le néfaste saltimbanque du film s'occupait de notre avenir et nous en subissions les conséquences.

Après la tourmente, la soi-disant paix s'est établie, avec des béquilles et l'on se dirige vers l'an 2000 qui sera aussi stupide que 1999 ou 2001. Moi, je m'en fous, je ne serai plus des vôtres, mais en cet an branquignol de 1978, permettez-moi de vous souhaiter, pour accompagner votre garce de vie, d'avoir un aussi solide compagnon que celui qui vient de nous quitter.

Francis AGRY

LE CENTENAIRE DE NELLY ROUSSEL

(1878-1922)

Ce nom, peut-être, n'évoquera aucun souvenir parmi les jeunes qui suivent notre action générale pour la conquête des libertés essentielles, de l'union des peuples contre leurs gouvernants et d'une paix mondiale durable. Nelly Roussel fut, cependant, une des rares femmes qui défendit l'ensemble de ces légitimes revendications. Journaliste, conférencière, polémiste, néo-malthusienne, son combat incessant, de 1900 à sa mort, en 1922, a laissé des traces dans toutes les revues, dans les nombreux périodiques où parurent ses articles, ainsi que dans ses ouvrages: *Quelques lances rompues pour nos libertés*, *Derniers combats*, etc.

Dans son livre *La pilule ou la bombe*, Maurice Laisant cite Nelly Roussel et donne un fragment d'article paru dans *La voix des femmes*, en 1930, dont je détache ces quelques lignes: «Il est évident qu'un peuple trop nombreux, qui a besoin d'expansion, est poussé à la conquête, à la colonisation, à l'impérialisme sous toutes ses formes; et cela d'autant plus sûrement que les peuples voisins, trop nombreux aussi, ont les mêmes besoins, les mêmes ambitions et ne peuvent pas accueillir dans leur sein les émigrants». Cet article paru après sa disparition, était la reproduction d'un texte inséré dans un journal néo-malthusien.

Nelly Roussel fut l'une des adversaires de la fameuse Alliance française pour l'accroissement de la population comme elle combattait avec la même vigueur, de nos jours, les divagations du repopulomane borné Michel Debré et ses pareils. Le 1^{er} mars 1914, elle s'explique longuement sur la mauvaise foi des ennemis de la limitation rationnelle des naissances, sous ce titre *Question individuelle*, dans notre mensuel *Génération Consciente*, créé par Eugène Humbert en 1908, qui cessa de paraître en août 1914 et dont nous reprimes la publication sous le titre de *La Grande Réforme*, qui eut cent numéros, de 1931 à 1939; organe encore une fois tué par la guerre, comme Humbert lui-même, et dont je republiai 32 numéros de 1946 à 1949.

C'est le 16 novembre 1903 qu'un grand meeting fut organisé aux Sociétés Savantes sous la présidence de Nelly Roussel, où devait prendre la parole Sébastien Faure, nouvellement gagné aux conceptions issues de la loi de Malthus. Après une allocution qui fut une très belle présentation du sujet traité «Le problème de la population», c'est dans ces termes émouvants qu'elle exposa ce problème et rendit hommage à Sébastien

Faure présent à son côté: «À l'heure où les capitalistes, les patriotes et les cléricaux - tous ceux qui vivent de la souffrance et qui exploitent la bêtise humaine -, à l'heure où tous les mangeurs d'hommes réclament à grands cris des soldats, des esclaves; et, réunis en ligues repopulatrices, nous entretenons de leurs divagations... nous avons jugé nécessaire de provoquer une discussion sérieuse sur le plus grave des problèmes sociaux, et de soumettre à l'appréciation publique la campagne profondément humanitaire qu'a entreprise avec tant de courage l'apôtre infatigable et persécuté des doctrines de vraie liberté, le citoyen Paul Robin. Et, puisque le grand orateur Sébastien Faure veut bien nous prêter aujourd'hui l'inappréciable appui de sa parole tant estimée, qu'il me soit permis, au nom de tous ceux qui rêvent un monde meilleur et plus heureux, de réunir dans un même hommage d'admiration reconnaissante, l'initiateur et le conférencier». Cette assemblée très nombreuse fut enthousiasmée par le talent et les documents serrés de Nelly Roussel et de Sébastien Faure.

Un autre grand meeting eut lieu en 1912, toujours aux Sociétés Savantes, annoncé sous ce titre *Défendons-nous!* Pour le néo-malthusianisme. Contre l'immoralité des moralistes, avec comme orateurs Sébastien Faure, Nelly Roussel, docteur Sicard de Plauzoles; sous la présidence d'honneur d'Alfred Naquet et la présidence effective du bon docteur Meslier. Des lettres de Naquet, de C.-A. Laisant, d'Albert Lantoin, de Pierre Quillard furent lues et longuement applaudies. L'abbé Violet, cotumier de la contradiction était aussi présent et c'est Sébastien Faure qui se chargea de répondre à ses habituelles allégations.

Voilà, mes camarades, ma façon à moi de célébrer le centenaire de cette vaillante, enlevée trop tôt à nos rudes combats. Je donne ici l'indication qu'une exposition de manuscrits, photos, documents de presse, etc. a lieu du 5 janvier au 4 mars, à la Bibliothèque Marguerite Durand, Mairie du V^e à Paris. On y trouve une grande partie des activités de Nelly Roussel tant en ce qui concerne la libération des femmes, pour leur participation à la vie sociale et politique, que pour la maternité consciente et pour la paix. Entrée libre. Lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, de 14 h à 19 h 30. Le samedi, de 11 h à 16 h 30.

Jeanne HUMBERT

Le groupe poétique du Club Unesco présente les mercredi 25, jeudi 26, et vendredi 27 janvier à 20 h 30 au CAF'CONC POÉSIE de Simone Raton 36, rue de Montreuil 75011 PARIS GERBES D'INSOLENCES ou les POÈMES D'UN MAL-PENSANT

JEAN HUGUES présente du 11 au 18 janvier UNE FÊTE-EXPO à la galerie J.-P. Lavignes 15, rue St-Louis en l'Île 75004 PARIS tous les jours sauf dimanche et lundi

Les États socialistes portent en eux la guerre comme la nuée porte l'orage !

PAIX AU VIETNAM... CAMARADES !

(suite de la page 1)

leurs ruines, elles sont poussées à la guerre pour satisfaire les exigences de leurs puissants protecteurs.

mais dans la nature même d'une idéologie de domination de classe, de centralisme et d'impérialisme qu'est devenu

est devenu le parti de la bombe atomique, préconiser une politique d'armement et de préparation à la guerre qui reçoit l'approbation de ces éminents patriotes que sont messieurs Michel Debré et Alexandre Sanguinetti!

«Paix au Vietnam! Russes et Chinois dehors!» Voilà ce qu'on n'entendra pas crier à la prochaine manif des troupes gauchistes sur le boulevard St-Michel, et c'est dommage. Pour nous, anarchistes, le problème est simple. En Indochine comme ailleurs les peuples sont précipités dans la guerre par les classes dirigeantes qui ont pris la relève du colonialisme et qui, à leur tour, créent les conditions de l'exploitation des peuples et on serait tenté de crier aux populations du Cambodge et du Vietnam: «Crosse en l'air et rompons les rangs. Que nos balles soient pour nos propres généraux». Mais elles doivent avoir déjà entendu cela à une époque où le socialisme n'était pas pour elles synonyme de guerre, de misère, de massacres, et où l'on proclamait que les prolétaires n'ont pas de frontières.

De toute façon, ces formules sont restées les nôtres, à nous anarchistes, et, à travers cette nouvelle tragédie du socialisme autoritaire aux prises avec ses démons, le seul socialisme aux mains propres reste le socialisme libertaire.

Maurice JOYEUX



En 1975, au Cambodge, les bienfaits du marxisme-léninisme

D'ailleurs, la politique impérialiste de préparation à la guerre n'est pas seulement le fait d'États socialistes puissants,

le marxisme tripoté par les théoriciens géniaux, et c'est ce qui explique qu'ici en France on voit un parti communiste, qui

A travers les caprices du dollar

LA GUERRE DES MONNAIES

APRÈS la forte baisse enregistrée ces dernières semaines par le dollar, une tout aussi spectaculaire remontée semble se dessiner. Ce n'est sans doute qu'un armistice dans le combat que se livrent les monnaies.

L'administration américaine a laissé l'hémorragie car dans la guerre commerciale que se livrent les grandes puissances capitalistes, il faut certainement voir le signe non pas d'une faiblesse des autorités US mais celui de leur force ou, si vous préférez, de leur hégémonie mondiale.

En pratiquant une telle politique inflationniste, l'Etat yankee entend contrarier ses principaux adversaires monétaires que sont le deutschemark, le yen et le franc suisse, tous trois à leur apogée ou presque, et dont les pays possèdent une vitalité économique supérieure et une inflation nettement moins forte.

Malgré leur apparente complexité, les jeux monétaires suivent un processus très simple. En jouant la dépréciation de leur monnaie, les États-Unis favorisent leur exportation (la baisse du dollar se répercute automatiquement sur les prix des produits exportés). Certes,

l'avantage est provisoire car si les exportations s'accroissent, les importations, en devenant plus chères, deviennent à terme un facteur supplémentaire d'inflation (effet de renchérissement des prix intérieurs).

Mais au-delà de ces tribulations de la monnaie et des avantages ou/et inconvénients de la baisse du dollar pour les USA, eux-mêmes, on assiste sans doute à un calcul politique du président Carter. A force de perturber les circuits monétaires internationaux, à un moment ou à un autre Carter imposera ses conditions à ses partenaires pour réordonner le marché international, désordre qui embarrasse déjà passablement toutes les places financières. Aujourd'hui, avec la remontée du dollar, ce calcul a pris forme car il sous-entend que les autorités américaines ont réussi à obliger leurs principaux adversaires commerciaux à faire des concessions importantes.

Les conséquences de la politique inflationniste des États-Unis sont pour le moins délicates. En gonflant leurs réserves pléthoriques - de dollars qui s'avalent, les autres États vont à l'encontre de leurs intérêts financiers et commerciaux. Cette attitude n'est pas exempte

d'inflation, ce dont ceux-ci se passeraient bien. Autre scénario: laisser s'apprécier leur monnaie par rapport au dollar. Là, ce n'est plus l'inflation qui nous guette mais du chômage supplémentaire (freinage des exportations lié à la hausse des changes).

Dans l'un ou l'autre cas, les perspectives restent peu positives et l'une ou l'autre ne manque pas d'implications au niveau de la situation générale de nos pays. Comme l'affirmait Debré il y a quelques mois, les pays industriels sont en guerre et par Etat et capitalisme interposés, les populations laborieuses auront droit aux retours de bâton. La politique hégémonique américaine, bien qu'en apparence plus agaçante que tout autre parce que dominante, n'est que le reflet des rapports de force entre blocs capitalistes pris chacun dans leurs contradictions nationales. Les rapports internationaux ne sont que le pâle reflet de ceux que nous connaissons à l'intérieur de nos frontières, c'est à dire une lutte continue pour le profit et la suprématie.

Autant d'absurdités et d'injustices qu'il nous faut abattre.

Roland BOSDEVEIX

Au Chili

ENCORE LE FASCISME TOUJOURS LA RÉSISTANCE !

QUATRE ans déjà! Cela fait plus de quatre ans que le peuple chilien doit subir la «normalisation» imposée par la junte au lendemain du coup d'Etat du 11 septembre 1973. Lequel d'entre nous ne songea pas alors avec effroi aux massacres que cette prise du pouvoir par l'armée, favorisée par les erreurs stratégiques fondamentales de l'Unité Populaire, ne pouvait que présupposer?

L'horreur des camps de concentration, la misère noire dans laquelle se voyait plongé le peuple des villes et des campagnes chiliennes, la liberté écrasée dans ses moindres manifestations externes: tout cela est connu, malgré le mur du silence que la junte avait tenté, et tente encore aujourd'hui, d'imposer face à une opinion internationale qui la juge plus abjecte que jamais.

Le référendum organisé par Pinochet - afin d'obtenir l'appui du pays face à la résolution des Nations-Unies concernant les violations des droits de l'homme au Chili - doit être regardé pour ce qu'il est: une gigantesque mascarade où, d'ailleurs, ce ne sont guère plus du tiers des électeurs potentiels qui ont apporté leur soutien à Pinochet.



C'était après le coup d'Etat. Depuis rien n'a changé...

A ce titre, nous pensons que le référendum est un fait public mineur dans la vie intérieure chilienne, même si ses résultats permettent aux militaires (surtout Pinochet, les autres membres de la junte ayant exprimé des réserves face à cette initiative) d'institutionnaliser le pouvoir de la dictature, processus qu'ils auraient de toute façon mené à bien, avec ou sans référendum.

Ce qui, par contre, doit intéresser au plus haut point les militants révolutionnaires, c'est la nette remontée des actions menées par le prolétariat chilien en lutte contre la misère et la dictature. Les renseignements dont nous disposons sont malheureusement fort partiels et, paradoxalement, c'est la junte elle-même qui les fournit en majeure partie. La revue *Ercilla* de Santiago, favorable au régime, a ainsi parlé à plusieurs reprises de «remous parmi les ouvriers», à propos d'événements survenus dans le bâtiment, chez les cheminots, les dockers, les travailleurs de diverses industries, et même chez les paysans.

Il y a un peu plus d'un mois, une grève massive se déclanchait ainsi à la mine «El Teniente» en raison de la situation économique déplorable des travailleurs chiliens. Réponse de la junte: des licenciements pour les «meneurs». Réponse des ouvriers: plus de 3500 d'entre eux se réunissent en assemblée dans la mine même, exigent la réintégration à leurs postes de leurs camarades licenciés et menacent de prendre des mesures plus radicales s'ils n'obtiennent pas satisfaction. Face à ce défi, Pinochet a annoncé qu'il procéderait à une «nouvelle étude de la situation»... en même temps qu'il faisait déporter sept dirigeants syndicaux dans des zones reculées.

Cela ne constitue bien sûr qu'un exemple du renouveau des luttes sociales au Chili. Le mouvement ouvrier chilien authentique est, on s'en doute, loin d'avoir les forces nécessaires pour combattre frontalement le fascisme au pouvoir, mais c'est de toute façon en lui que résident les possibilités d'émancipation, et non auprès des pantins de la démocratie-chrétienne ou des réformistes qui ont déjà fait la preuve tragique de leur incapacité politique...

Laurent VRBICA

* L'Institut Chilien de Statistiques s'est dernièrement réjoui de ce que la hausse des prix n'avait atteint que 63,5% en 1977 contre 174,3% en 1976. Bel optimisme, surtout lorsque l'on sait que les chiffres avancés par divers organismes internationaux à ce sujet sont bien supérieurs!